

# CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 05 OCTOBRE 2018

Le Conseil des ministres s'est réuni le vendredi 05 octobre 2018 sous la présidence du Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth.

## Sommaire des délibérations et les décisions

### 1. Mission du Premier ministre aux Nations Unies

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, à New York, où il a participé à la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Premier ministre a assisté à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale sur le thème **Faire de l'ONU une organisation pour tous : Une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables**. Il s'est adressé à l'Assemblée générale sur des sujets tels la réforme du système des Nations Unies pour le développement, y compris la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la paix et la sécurité, le terrorisme, la situation au Moyen-Orient, le changement climatique et ses effets sur les petits États insulaires en développement comme Maurice, les défis auxquels Maurice est confronté en tant que pays à revenu intermédiaire, et le Programme de développement durable 2030, et la souveraineté, comprenant les procédures en cours devant la Cour internationale de Justice sur la séparation de l'archipel des Chagos du territoire de Maurice en 1965.

Le Premier ministre a aussi participé :

- (a) au sommet Nelson Mandela pour la paix organisé en commémoration du 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Nelson Mandela ;
- (b) à la réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles, au cours de laquelle il a souligné les mesures prises par Maurice contre le fléau des maladies non transmissibles ; et
- (c) à la table ronde du *Bloomberg Global Business Forum* sur le thème : **Développer des économies résilientes et préserver les écosystèmes marins dans les pays côtiers**.

Le Premier ministre a également eu des réunions avec :

- (a) les Chefs d'État et de gouvernement de Chypre ; du Ghana ; du Guatemala ; de Vanuatu ; des Seychelles ; des Îles Marshall ; de la Zambie ; de Saint-Vincent-et-les Grenadines ; du Brésil ; et de l'Argentine ; et
- (b) la ministre des Affaires étrangères de la République de l'Inde ; le président de la Commission de l'Union africaine ; l'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement ; le secrétaire général des Nations Unies ; et le président de l'Assemblée générale.

Le Premier ministre a exprimé les remerciements du Gouvernement à tous les États membres et à l'Union africaine qui ont participé activement aux procédures écrites et orales de la Cour internationale de Justice. Maurice s'est également rallié au "*Global call to action on the world drug problem*" lancé par les États-Unis avec 31 autres pays hôtes.

## 2. Nouveau rapport sur le Plan directeur du port

Le Conseil a pris note des principales conclusions et recommandations du nouveau rapport sur le Plan directeur du port jusqu'à 2040 préparé par *Messrs Royal Haskoning DHV*, consultant étranger international. Le nouveau Plan directeur du port a été élaboré conformément au *Ports Act 1998* qui requiert à la *Mauritius Ports Authority* de préparer et de mettre à jour périodiquement un Plan directeur du port afin de définir sa politique en matière de développement portuaire et d'utilisation des terres. Les consultants ont également pris en compte le potentiel de croissance de l'économie nationale et les opportunités découlant de l'initiative sur l'économie océanique qui met l'accent sur une contribution accrue du secteur maritime à l'économie mauricienne. Le rapport couvre, entre autres :

- (a) le Plan directeur du port de Port Louis avec accent sur les prévisions de trafic, le *bunkering* et ravitaillement en pétrole, les exigences en matière d'infrastructure et l'aménagement du territoire ;
- (b) l'étude du Plan directeur pour le développement d'un hub pétrolier à Albion ; et
- (c) le Plan directeur du port de Port Mathurin, y compris les exigences en matière d'infrastructure.

## 3. Réseaux sociaux : Recommandations de la *Law Reform Commission*

Le Conseil a pris note du contenu d'un document d'opinion de la *Law Reform Commission* intitulé **Loi sur les réseaux sociaux: faux profils, fausses informations et autres pratiques préjudiciables.**

Le Conseil a agréé la mise en œuvre des recommandations formulées par la *Law Reform Commission* concernant le vol d'identité et les faux profils, ainsi qu'à l'apport de modifications législatives appropriées au Code pénal et à d'autres textes de loi.

## 4. Litiges fonciers: Mise sur pied d'un comité interministériel

Le Conseil a pris note du contenu d'un document d'opinion de la *Law Reform Commission* sur le **Mécanisme de règlement de litiges fonciers (y compris la dépossession de terres comme souligné dans le rapport de la Commission Justice et Vérité).** Le Conseil a agréé la mise sur pied d'un comité interministériel chargé de faire des recommandations sur la marche à suivre.

## 5. Collectivités locales

Le Conseil a pris note que la *Local Government (Amendment) Act 2018* sera proclamée prochainement. La *Local Government (Amendment) Act 2018* prévoit :

- (a) l'harmonisation et le renforcement des dispositions légales par rapport aux constructions et développements illégaux, et en conférant davantage de pouvoir aux collectivités locales ;
- (b) l'augmentation des pénalités pour les constructions et développements illégaux ; et
- (c) l'émission, par les cours de district, des ordres de démolition obligatoires des constructions et développements illégaux.

Le Conseil a également pris note que la Vice-premier ministre, ministre des Collectivités locales et des Iles préparera les *Local Government (Prescribed Forms) Regulations* concernant un certificat d'occupation, un avis de conformité, un avis d'exécution et un avis de démolition qui seront émis conformément aux formulaires prescrits.

## 6. Mauritius Fire and Rescue Service

Le Conseil a pris note que la Vice-premier ministre, ministre des Collectivités locales et des Iles promulguera les *Mauritius Fire and Rescue Service (Fire Safety Plan and Fire Certificate) Regulations* sous la *Mauritius Fire and Rescue Service Act*. Les Règlements concernent :

- (a) les locaux prescrits ;
- (b) la demande d'un plan de sécurité incendie ;
- (c) les frais payables par un propriétaire suivant l'approbation d'un plan de sécurité incendie ;
- (d) la demande d'un *fire certificate* ;
- (e) l'octroi d'un *fire certificate* par le chef des pompiers ; et
- (f) les frais payables par un propriétaire pour un certificat d'incendie.

## 7. Terminal de stockage de pétrole à Mer Rouge

Le Conseil a pris note de la mise en œuvre du projet de terminal de stockage de pétrole de Mer Rouge (MOST), comprenant la construction de cinq cuves d'une capacité de 25 000 tonnes métriques de produits pétroliers et d'un nouveau pipeline avec un coût avoisinant les Rs 575 millions. La construction du terminal de stockage a été achevée en septembre 2018 et cela permettra maintenant au pays de maintenir un stock de réserve stratégique de mogas (essence) pendant 30 jours et de gasoline (diesel) pendant 27 jours, par rapport à trois jours pour le mogas et 10 jours pour le gasoline précédemment.

## 8. Parcs industriels

Le Conseil a pris note de la mise sur pied d'un comité de pilotage sous la présidence du vice-président de l'*Economic Development Board*, pour superviser et suivre l'implémentation de trois parcs industriels comme annoncé dans le discours du budget 2018/2019, notamment :

- (a) un parc de technologie de pointe à Côte D'Or ;
- (b) un parc logistique à Riche Terre ; et
- (c) un parc pharmaceutique et des sciences de la vie à Rose Belle.

## 9. Mise en œuvre des mesures budgétaires

Le Conseil a pris note qu'un comité de pilotage a été constitué sous la présidence du secrétaire du Cabinet et chef de la Fonction publique pour superviser la mise en œuvre des mesures budgétaires liées :

- (a) à la mise en place d'un *Mauritius Artificial Intelligence Council* ;
- (b) à la numérisation des services du secteur public ; et
- (c) aux recommandations d'un *Blueprint* pour le secteur des services financiers.

Des groupes de travail respectifs ont été constitués avec les parties prenantes concernées pour assurer la mise en œuvre de ces trois mesures budgétaires.

## 10. 184<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des travailleurs engagés

Le Conseil a pris note que M. Vijay Kumar Choudhary, *Speaker* de l'Assemblée législative de l'Etat de Bihar et président du Comité exécutif de l'Association parlementaire du Commonwealth de la branche de Bihar, sera l'invité d'honneur pour la commémoration de la 184<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des travailleurs engagés à Maurice, célébrée le 2 novembre.

## 11. Atelier international sur la protection sociale

Le Conseil a pris note que le réseau d'experts de la protection sociale de l'Afrique australe organisera, en collaboration avec le ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale, et de l'Environnement et du Développement durable, et l'Université de Maurice, un 'atelier international sur la protection sociale à Maurice axé sur les Cadres internationaux et politiques nationales', à Maurice les 17 et 18 octobre 2018. L'atelier vise à faciliter le dialogue et le débat au niveau national sur la protection sociale par les partenaires sociaux et la société civile, des échanges internationaux et l'apprentissage sud-sud. L'atelier servira également de forum d'échange et de dialogue avec des experts du réseau et favorisera un débat public sur la protection sociale avec des représentants d'organismes internationaux et nationaux. Quelque 57 participants locaux et 13 étrangers assisteront à l'atelier.

## 12. Lutte contre le financement du terrorisme

Le Conseil a pris note que le ministère des Services financiers et de la Bonne gouvernance organisera un atelier national de renforcement des capacités sur la lutte contre le financement du terrorisme par des actions efficaces au niveau nationale et régionale. L'atelier se tiendra du 29 au 31 octobre 2018, avec l'assistance du Centre des Nations Unies contre le terrorisme. L'objectif est de former les parties prenantes locales aux exigences des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à la prévention et à la répression du terrorisme et du financement du terrorisme. Les participants auront une meilleure compréhension des objectifs des sanctions internationales, des avantages stratégiques, des meilleures pratiques en matière de la mise en œuvre et les typologies de financement du terrorisme, qui pourront être atteint grâce à une meilleure coordination et des enquêtes financières. L'atelier sera animé par des experts du Bureau du contre-terrorisme des Nations Unies.

## 13. MAURITAS admis en tant qu'Arrangement Member de l'AFRAC

Le Conseil a pris note que le *Mauritius Accreditation Service* (MAURITAS), a été admis en tant qu'*Arrangement Member*, c'est-à-dire un signataire de l'arrangement de reconnaissance mutuelle de la coopération africaine en matière d'accréditation (AFRAC). MAURITAS est maintenant également reconnu internationalement par *l'International Laboratory Accreditation Cooperation* (ILAC) et le Forum international sur l'accréditation (IAF), deux autorités suprêmes pour l'accréditation qui regroupent des organismes nationaux d'accréditation du monde entier.

## 14. Licences de pêche aux navires Japonais

Le Conseil a pris note qu'un accord de pêche avait été signé en 2000 avec la *Federation of Japan Tuna Fisheries Cooperative Associations*. L'accord fait provision pour l'octroi de licences de pêche aux navires de pêche japonais uniquement pour la pêche du thon dans la ZEE de Maurice. Depuis 2017, aucune licence de pêche n'a été octroyée aux navires japonais.

Le Conseil a aussi pris note que Maurice est partie prenante à plusieurs Conventions et organisations internationales concernées par la sauvegarde et la protection des baleines qui incluent, à savoir, l'Union internationale pour la conservation de la nature, la Convention sur le commerce international des espèces en danger, et la Commission baleinière internationale. La pêche des baleines ou autres mammifères marins même à des fins de recherches scientifiques n'est pas autorisée dans les eaux mauriciennes. Plusieurs mesures ont été mises en place en vue d'assurer que les provisions et les résolutions incluses dans les Conventions dont Maurice est signataire, de même que la *Fisheries and Marine Resources Act* sont rigoureusement respectés.

## 15. Mission ministérielle en Inde et en France

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du ministre du Tourisme en Inde et en France. En Inde, le ministre a participé en tant qu'invité spécial au *Zee TV Tourism Business Award* à Delhi et a fait partie d'un comité de sélection avec le ministre d'État du Tourisme en Inde. Quelque 200 représentants du secteur du tourisme de premier plan en Inde ont assisté à l'événement qui a été retransmis en direct sur la chaîne de télévision *Zee Business* à travers le monde.

En France, le ministre du Tourisme a dirigé une délégation à l'*International French Travel Market Top Resa*, événement phare en France pour le secteur du tourisme et des voyages. L'événement a réuni 60 agences de voyages d'entreprise, plus de 70 tours opérateurs, 75 compagnies aériennes, 22 grandes compagnies de croisière et plus de 2 000 exposants venant de 150 pays. Le ministre a également eu des entretiens, entre autres, avec des représentants de la *Mauritius Tourism Promotion Authority* en France, *Thomas Cook*, Corsair et l'aéroport de Pierrefonds.

## 16. Maurice fait don de 100 000 USD à l'Indonésie

Le Conseil a pris note que le gouvernement a adressé ses sympathies au gouvernement de la République d'Indonésie, cela suite au bilan tragique et aux ravages causés par le séisme et le tsunami qui ont récemment frappé l'île de Sulawesi. Le Conseil a accepté de faire une contribution de 100 000 USD pour aider la République d'Indonésie dans le processus de reconstruction.

## 17. Commonwealth Foundation

Le Conseil a pris note que Shree Baboo Chekitan Servansing, ancien ambassadeur, a été reconduit dans ses fonctions en tant que président de la *Commonwealth Foundation* pour une période additionnelle de deux ans.

